

INTERVENTION DÉCEMBRE 2015

SUJET : DÉCLARATION POLITIQUE GÉNÉRALE

« Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Ministre d'Etat, mes Chers Compatriotes,

Après presque 3 années passées en cette enceinte, il me faut bien constater que quelque chose ne fonctionne pas correctement dans le rapport que nous avons avec le Gouvernement. Ce rapport est en permanence, à tort ou à raison, empreint de méfiance et je dirais même, de défiance. Ainsi, le Conseil National passe son temps à chercher ce que le Gouvernement pourrait lui cacher et, dans le même temps, le Gouvernement cherche par tous les moyens à ce que le Conseil National n'entrave pas son action.

Tout ceci est bien évidemment improductif et absurde.

Notre rapport institutionnel est pourtant clairement défini par la Constitution et nous devrions nous attacher essentiellement, exclusivement, à la respecter à la lettre.

Le Gouvernement doit donc nous considérer comme des partenaires et non comme des "empêcheurs de tourner en rond"

De notre côté, nous ne devons plus nous croire comme les seuls détenteurs de la vérité au seul motif que nous avons une légitimité électorale. Je me refuse à considérer que le Gouvernement, l'exécutif du Prince, n'agit pas dans l'intérêt général.

Il se peut, et c'est là tout la noblesse de notre mandat, que nous considérons les choses sous un angle différent. Lorsque cela arrive, à nous de nous faire entendre, calmement, dans le respect de l'autre, et à vous, Gouvernement, de nous écouter et d'accepter le débat.

Les choses sont donc simples et pourtant, si l'on reprend nos échanges depuis février 2013, on s'aperçoit que nous en sommes loin. Certes, le nombre de CPE n'a sans doute jamais été aussi conséquent. Mais est-ce le nombre qui fait la qualité ? J'ose le dire, nous perdons un temps considérable en discussions interminables sur des sujets qui reviennent parfois depuis plus de 10 ans...Nous en sommes co-responsables !

A côté de cela, je cite le Ministre d'Etat, la productivité législative de notre Assemblée est en baisse sensible. Pour compléter ce triste tableau, je dirai que depuis 3 ans, la Majorité n'a réussi à faire voter qu'une seule de ses propositions de Loi.

Tout ceci n'est pas normal et nous sommes enfermés dans une logique improductive qui va, je n'hésite pas à le dire, à l'encontre des intérêts de notre Pays.



J'appelle donc solennellement à une redéfinition de nos rapports, et pour commencer dans cette direction, je dirai à mes collègues élus que nous devons montrer l'exemple d'un nouvel état d'esprit fondé sur la confiance et le respect.

Mais pour ce faire, il faut bien évidemment prendre acte de ce qui ne fonctionne pas chez nous. Le désastreux épisode du dernier Budget Rectificatif est révélateur de ce qu'il ne faut plus faire. Que s'est-il passé ? Nous avons vu une Majorité vent debout depuis Juillet dernier contre le Ministre d'Etat, attaqué personnellement. Après avoir crié sur les toits qu'on allait voir ce qu'on allait voir, et après un rapport de la commission des finances qui ressemblait davantage à une motion de censure qu'à un texte technique sur le Rectificatif, tout s'est miraculeusement arrangé autour d'un petit déjeuner qui me fait plutôt penser à un plat de lentille. C'est une belle victoire pour vous, Monsieur le Ministre d'Etat. Pour la Majorité qui a volé en éclat, tous les commentateurs l'ont souligné, c'est un échec politique considérable. Mais il y a plus grave : pour le Conseil National dans son ensemble, c'est une terrible défaite. Historiquement, jamais son rôle n'aura été aussi rabaissé, à tel point que l'on peut considérer que la mandature s'est terminée au soir du 7 octobre dernier. Terrible constat.

Il ne reste donc que deux solutions :

La première, la plus simple, utiliser la méthode Coué de notre Président : tout va bien, j'ai beaucoup appris et le Gouvernement va être gentil. Expédions les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections sans froisser personne puisque nous sommes candidats déclarés. Belle perspective en vérité !

La seconde, la seule qui vaille à mes yeux, serait de reconnaître l'échec et de s'employer au plus vite à créer les conditions politiques d'un nouveau départ avec le Gouvernement, dans l'esprit que j'évoquais plus haut. Ne pouvant faire du neuf avec du vieux, ce nouvel élan ne pourra se concrétiser qu'au prix d'une recomposition de la Majorité pour laquelle le groupe Union Monégasque se déclare disponible sans aucune contrepartie politicienne car notre conviction est que la gravité du moment impose la seule prise en compte de l'intérêt général.

J'en appelle donc solennellement à tous ceux de mes collègues qui se seront un peu reconnus dans mes propos. Les monégasques attendent beaucoup de nous, ne les décevons pas davantage.

Je vous remercie pour votre attention. »

Jean-Louis Grinda